

Communiqué de presse
Paris, le 17 janvier 2025

**Chute des crédits « sport » de la loi de finances :
France urbaine appelle à un sursaut de l'Etat, vital pour le sport français**

La baisse significative envisagée des crédits « sport » de l'Etat pour l'exercice budgétaire 2025, déjà amorcée dans la première mouture de la loi de finances du précédent gouvernement, a subi hier un nouveau coup de semonce : un amendement de l'Etat prévoit **une baisse de 30%** du budget des Sports, de la jeunesse et de la vie associative. Amendement finalement compensé par le Sénat.

Cette chute budgétaire substantielle ferait émarger le sport à un budget de 600 millions d'euros, contre les 900 millions d'euros l'an dernier, stimulés par l'accueil des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024 et l'élan collectif qui, alors, visait à faire de la France une nation sportive.

Tandis que l'Agence nationale du sport (ANS) poursuit les arbitrages des programmes sportifs à investir ces prochaines années, France urbaine s'inquiète vivement quant à la crédibilité des orientations politiques sportives sans un financement approprié de l'Etat. A cet égard, le signal envoyé dévoie l'attribution du sport, outil de santé publique, éducatif et sociétair unique. L'Etat renvoie dès lors le sport à une logique de charge et non d'investissement. Ce message politique balaie un travail de plusieurs années porté par l'ensemble des acteurs économiques et sociaux du sport, dont le mouvement sportif et les collectivités territoriales.

Mises à contribution pour participer à l'effort budgétaire qui s'impose dans notre pays, les collectivités - dont le financement global de l'animation et des équipements sportifs se porte à 11 milliards d'euros - seraient dès lors tentées et contraintes de réduire la voilure, avec des répercussions sur les subventions aux associations, les attributions des créneaux ou la fermeture d'équipements, la programmation d'événements et bien sûr les investissements... Les efforts des grandes villes, grandes agglomérations et métropoles - qui concentrent la moitié de la population française - en termes de développement et de réhabilitation des équipements sportifs carencés et vieillissants, de « savoir-nager », de développement du sport dans l'espace public, et surtout de soutien aux clubs sportifs pour accueillir les pratiquants, usagers et permettre l'emploi d'éducateurs au nom de la vie associative, sont menacés. Sans parler de la nécessité de lutter contre la sédentarité en favorisant l'activité physique quotidienne de nos concitoyens dans un objectif de santé publique.

La chute risque d'être institutionnelle et collective : outre un recul majeur et un risque d'effondrement du financement du sport français, France urbaine craint un réel délitement de la gouvernance du sport amorcée il y a 6 ans par la création de l'ANS. Sans budget à la hauteur des enjeux ni crédit politique de l'Etat à l'égard du sport, le service public du sport se trouve *ipso facto* en danger. Dans la poursuite du débat parlementaire et afin de capitaliser sur le succès majeur des JOP de Paris 2024, France urbaine appelle de ses vœux un financement et une considération politique nouvelle et affirmée du sport en France.

Contact

Julie JOLLIVET – 07 56 82 43 12

j.jollivet@franceurbaine.org